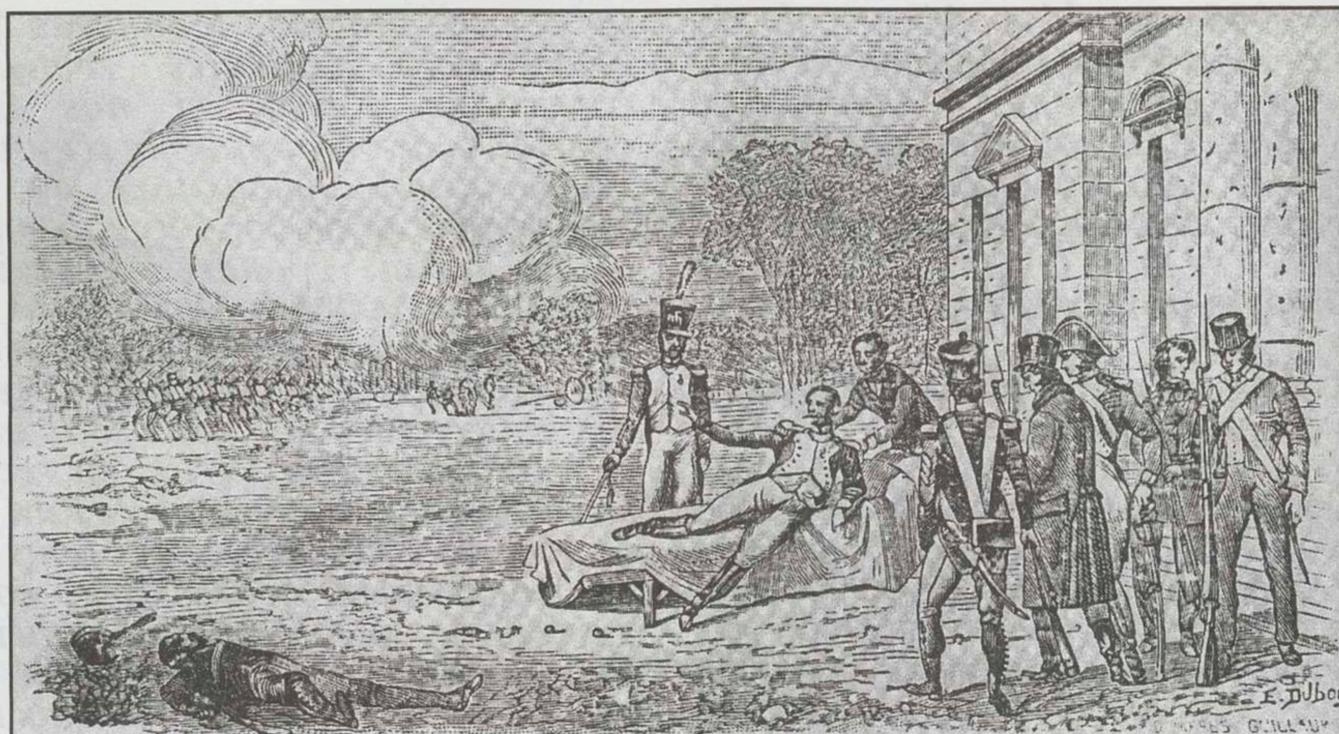
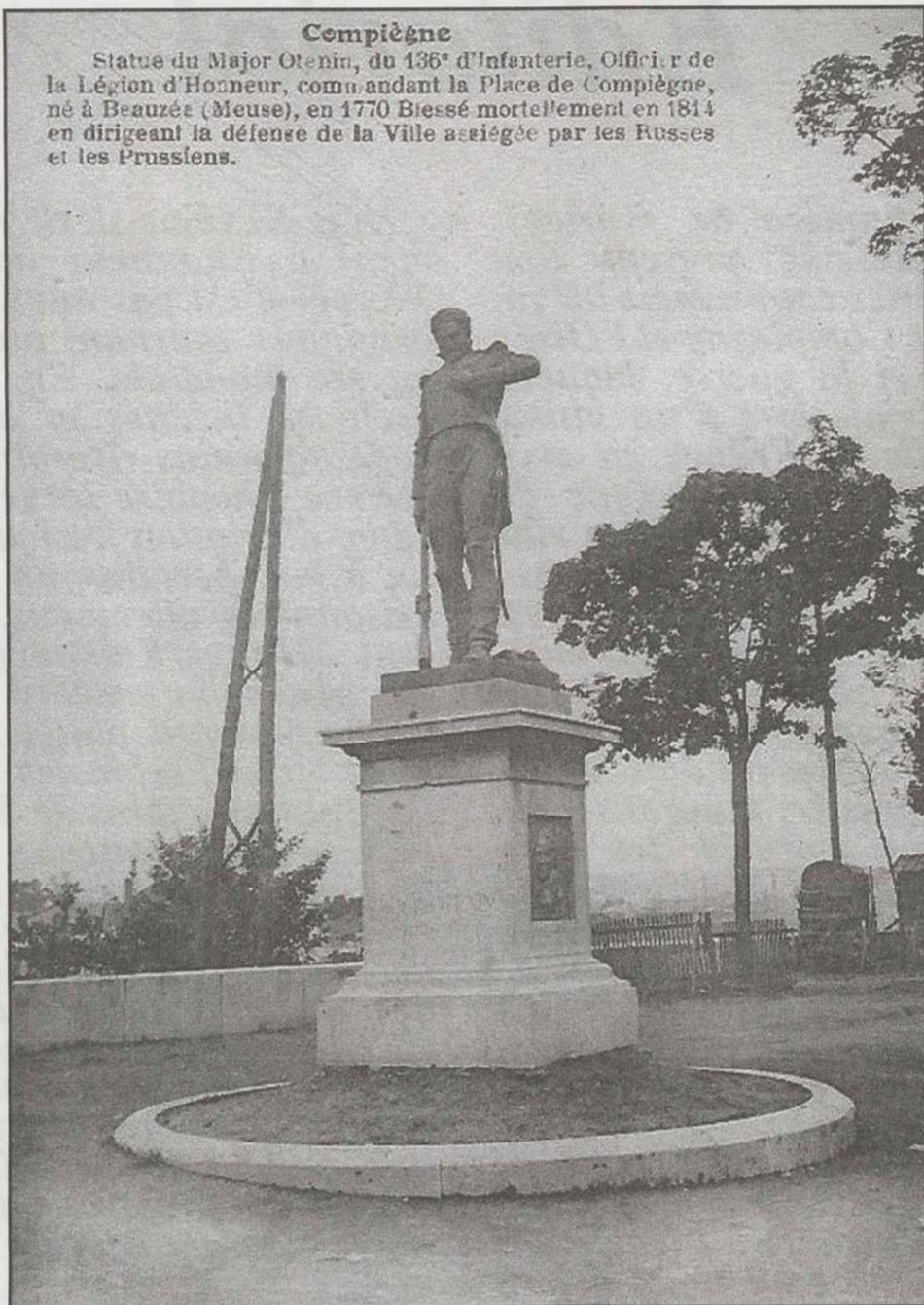


Compiègne

Statue du Major Othenin, du 136^e d'Infanterie, Officier de la Légion d'Honneur, commandant la Place de Compiègne, né à Beuzée (Meuse), en 1770 Blessé mortellement en 1814 en dirigeant la défense de la Ville assiégée par les Russes et les Prussiens.



Défense de Compiègne, 1^{er} Avril 1814. Mort du Commandant François Othenin. — Le Commandant François Othenin, major au 139^e Rég^t de ligne, Officier de la Légion d'Honneur, né à Beuzée (Meuse), le 19 février 1770, fut tué sur la terrasse du Château en défendant, à la tête d'une très faible garnison, la Place de Compiègne, assiégée par 18.000 prussiens. (Toncèht)

A la chute de l'Empire : COMPIEGNE en 1814

Vincent REIG

L'impact de la Campagne de France de 1814 dans l'Oise n'a pas encore fait l'objet d'une synthèse générale. Cependant, les publications des sociétés d'archéologie et d'histoire locale de ce département ont montré un intérêt particulier pour les conséquences des deux invasions des années 1814 et 1815 (1). Leurs analyses portent sur des événements locaux et traitent le plus souvent du poids des réquisitions ou des malheurs des populations face à des ennemis redoutables. Les récits de la défense de la ville de Compiègne en 1814 demeurent les meilleurs exemples.

A ce titre, la mort du major Otenin commandant la cité impériale au moment de l'invasion, est devenue une référence idéologique dans la construction de l'histoire de Compiègne. Oublié aussitôt qu'enterré, ce militaire prend figure de héros sous le Second Empire. En dépit d'une graphie fallacieuse, on donne en 1858 son nom à une rue de la ville située à proximité du quartier de cavalerie (2). La III^{ème} République ne renie pas cette figure emblématique de la cité, le major Otenin offrant même aux habitants un modèle de patriotisme après la défaite de 1870. En 1907, Raymond Fournier-Sarlovèze peint une scène de la mort de ce personnage, touché en plein cœur dans une

pose d'image d'Epinal. Cette peinture à l'huile, ornant la salle du conseil municipal, montre ainsi le soldat mort en héros pour la France, qui s'écroule devant la statue de Philoctète blessé. En juillet 1914, l'artiste noyonnais Emile Pinchon dresse à son tour une sculpture du major, qui sera fondue par les Allemands au cours de l'année 1942 (3).

Si Cailliette de l'Hervilliers, dans sa biographie d'Otenin parue en 1866 ou le général Palat dans son ouvrage *Compiègne en 1814*, ont donné des détails très circonstanciés sur les préparatifs et le récit de la bataille de Compiègne du 1^{er} avril 1814, les grandes synthèses historiques traitant de la Campagne de France et de la fin de l'Empire en font à peine mention (4). Tout au plus Henri Houssaye, consacrant quelques lignes pour souligner le refus opposé par Otenin à la sommation qui lui avait été faite de rendre la place, ajoute-t-il en renvoi au bas de page, l'annotation suivante : "*Ce brave officier fut tué sous Compiègne, le 1^{er} avril, dans une sortie*" (5).

Nous pouvons de même nous étonner de l'absence de toute référence aux événements survenus dans l'Oise dans un récent ouvrage traitant de l'invasion de 1814, à partir de témoignages contemporains (6).

Pourtant, il existe dans le département des notes manuscrites laissées par des témoins de l'événement. Ainsi, le manuscrit de Léré (1761-1837), adjoint au maire de Compiègne sous le Premier Empire, représente une source fort intéressante, relatant les faits depuis le début des hostilités jusqu'à la conclusion de la paix. De même, Gaspard Escuyer (1754-1832), bibliothécaire au Palais de Compiègne et imprimeur sous l'Empire, rédigea sept volumes manuscrits sur l'histoire de la ville. Si nous y relevons des erreurs et un parti pris contre-révolutionnaire systématique, qui laissent des doutes sur l'appréciation de certains faits, son récit de l'invasion de 1814 reste de premier ordre pour notre étude (7).

Ces différents témoignages doivent être mis en relation avec des sources plus classiques et fondamentales pour la période. Nous pouvons citer les dossiers des sous-séries F 7 (police générale) et F 9 (Affaires militaires) des *Archives Nationales*, quelques cartons des *Archives du Service Historique de la Défense*. Enfin, nous avons aussi consulté la série R (Affaires militaires depuis 1800) des *Archives départementales de l'Oise*, ainsi que certains fonds des *Archives communales de Compiègne* (délibérations municipales, état civil, fonds militaires...).

1) L'Oise, un espace militaire stratégique

La campagne de France de 1814 peut être considérée comme la suite naturelle de celle de 1813. La perte de l'Allemagne précipite l'écroulement de l'Empire. Toute l'Europe, à l'exception du Danemark et de la Turquie, marche contre la France. Le repli de l'armée de Napoléon à la suite des combats à Leipzig, le 19 octobre 1813, ramène les troupes décimées par les ravages du typhus sur la rive gauche du Rhin par Mayence. Très vite, les conséquences des défaites napoléoniennes atteignent le royaume d'Italie, menacé par les Autrichiens et les Napolitains. Dès le début du mois d'octobre, l'Illyrie est perdue pour le vice-roi Eugène. Au même moment, le 8 octobre, Wellington franchit la Bidassoa, fleuve séparant l'Espagne de la France.

Pour faire face à l'invasion, l'Empereur ne dispose plus à la fin de 1813 que d'environ 60 000 hommes qui bordent la frontière du nord-est très menacée par les troupes alliées. Ces dernières se composent de trois armées placées sous l'autorité du feld-maréchal prince de Schwarzenberg. Le tsar Alexandre a cependant une influence déterminante sur les opérations militaires. Les forces alliées adoptent, le 7 novembre 1813, un projet qui a pour effet de disperser sur un large front l'armée de Bohême devant marcher vers Troyes, pendant que l'armée du Nord occupe la Hollande et que l'armée de Silésie a pour ordre de se diriger vers Arcis-sur-Aube. Les alliés précipitent l'exécution de ce plan par une campagne d'hiver, dont l'avantage est de ne pas laisser à Napoléon le temps d'organiser de nouvelles troupes.

L'offensive alliée commence le 21 décembre 1813. L'armée de Silésie, sous le commandement de Blücher, et celle de Bohême dirigée par Schwarzenberg, marchent vers Paris à travers les val-

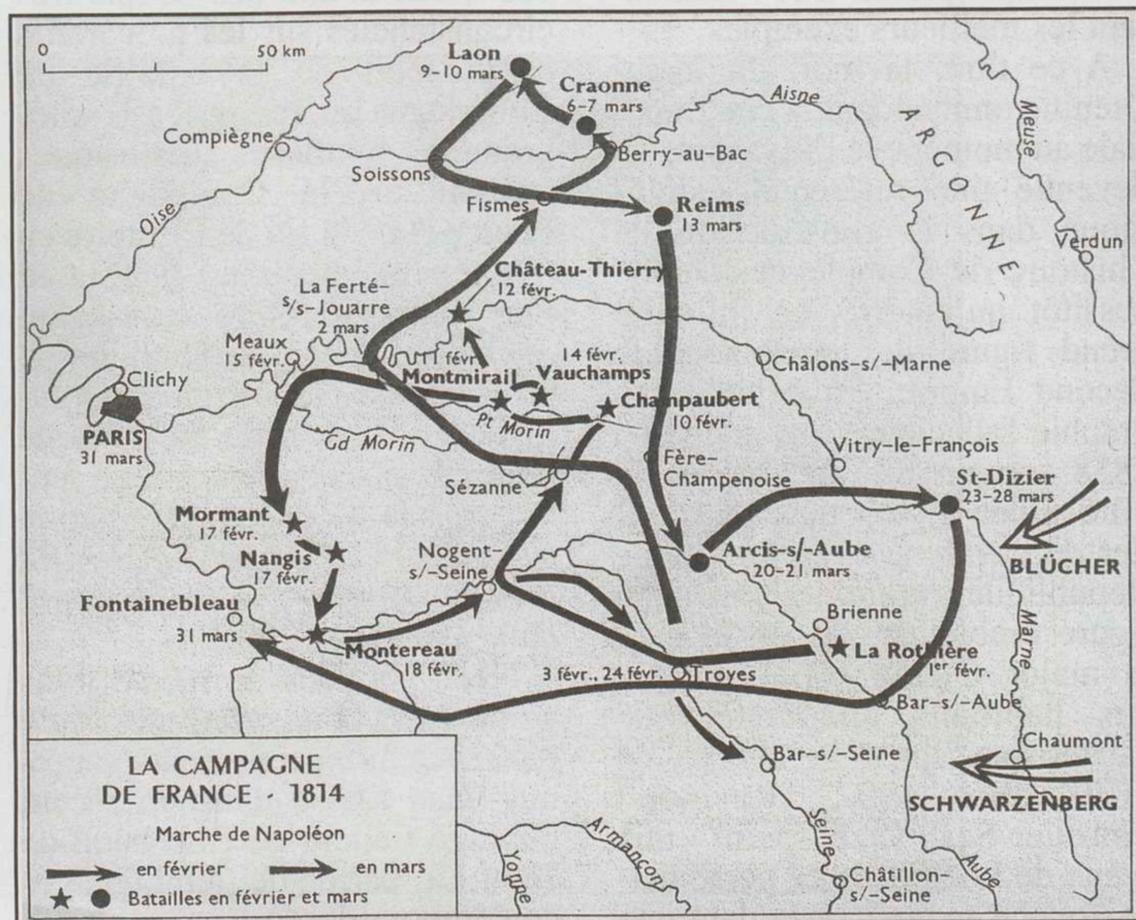
lées de la Marne et de la Seine. Elles atteignent respectivement Joinville et Bar-sur-Aube à la fin du mois de janvier 1814. Le projet de Napoléon est de se placer entre ces deux armées pour les affronter l'une après l'autre. Profitant de la mésentente entre les deux chefs alliés, l'Empereur s'attaque d'abord à l'armée de Silésie, qu'il réussit à disperser pendant la première quinzaine de février. Blücher écarté, les troupes françaises marchent contre l'armée de Bohême, qui doit se retirer sur Troyes après sa défaite à Montereau, en date du 18 février.

Cette série de défaites des forces alliées entraînent une nouvelle marche des opérations, dont l'objectif est la capitulation de Paris. Ainsi, l'armée de Silésie doit marcher sur la capitale avec des renforts des troupes de Bülow et de Winzingerode qui arriveront de Belgique. Au même moment, l'armée de Bohême poursuit sa retraite sur Chaumont, afin de se réorganiser pour reprendre l'offensive lorsque les troupes de Blücher auront suffisamment progressé.

En dépit de la capitulation de la place de Soissons le 26 février,

Napoléon réussit à éloigner les troupes de l'armée de Silésie de la capitale. Les difficultés sont plus grandes lorsqu'il essaye de couper la route de Paris à l'armée de Bohême, qu'il ne peut battre à Arcis-sur-Aube, le 20 mars. Face à cet échec, l'Empereur conçoit le projet de couper les lignes de ravitaillement et de communication des Alliés en marchant sur Saint-Dizier, au lieu de poursuivre la défense de la route menant à la capitale. Le plan échoue, car les coalisés décident, malgré tout, de se diriger au plus vite vers Paris. Les troupes alliées y entrent le 31 mars, alors que les villes de Bordeaux ou Lyon étaient déjà tombées, respectivement les 12 et 21 mars. Arrivé à Fontainebleau, Napoléon est poussé par ses maréchaux à abdiquer le 6 avril 1814.

Ce tour d'horizon de la campagne de France appelle quelques remarques concernant la place du département de l'Oise dans les opérations militaires au cours de l'année 1814. Nous remarquons d'abord qu'aucune bataille décisive et importante ne s'est déroulée sur les terres de l'Oise (8).



Cependant, le département se situe à proximité des grandes zones de combats et des manœuvres des Alliés pour rejoindre Paris. A mi-chemin entre la capitale et les frontières, l'Oise devient un espace charnière, dont la vallée principale, née en Belgique, offre un couloir naturel et traditionnel d'invasion. Ce territoire constitue ainsi un enjeu important pour les deux camps en présence. Au cours de la campagne de France, l'espace oisien cumule ainsi plusieurs fonctions : zone d'avant-poste et de passage de l'armée impériale, en vue de couper l'avancée des troupes alliées, il est aussi un espace refuge pour les soldats blessés ou prisonniers de guerre, avant de devenir un espace occupé et exploité économiquement par les armées coalisées, en raison de l'abondance des ressources.

2) Le tournant du mois de février 1814

De par sa situation géographique et son prestige de résidence des souverains, la ville de Compiègne occupait une place particulière dans l'Oise. C'était également une des communes les plus directement menacées, tout comme l'ensemble de la partie est du département. Le 25 janvier 1814, 400 Polonais de la Vistule se dirigent vers celle-ci, pour y stationner jusqu'au 14 février.

L'Empereur est conscient du danger imminent d'invasion des troupes alliées dans la cité impériale. Dès le 9 février, il écrit au roi Joseph pour y envoyer un bataillon de la Garde d'au moins 200 hommes avec 2 pièces de canon, afin de défendre le Palais et la ville. Pour être plus efficace et compléter cet effectif, il ordonne à l'autorité militaire d'organiser la Garde nationale de la commune. Le pouvoir militaire prend ainsi le pas sur les autorités civiles. Avec une certaine précipitation, il exige d'enlever du

Palais toute l'argenterie, les trophées ainsi que les portraits de tous ses ministres et membres de la famille impériale. Pour éviter une quelconque panique, il précise d'opérer "*sans esclandre et sans bruit*".

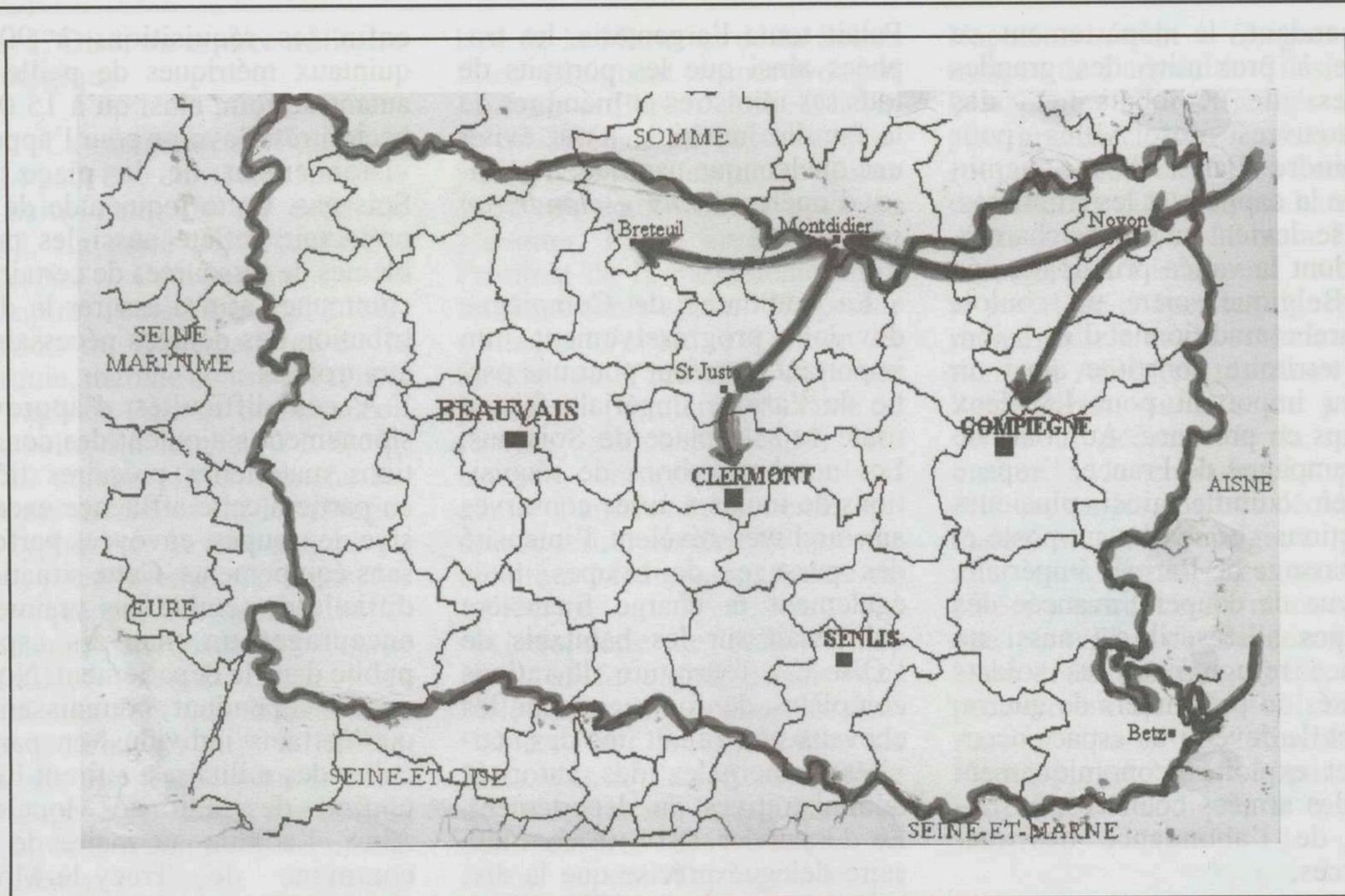
La commune de Compiègne devient progressivement un important carrefour pour une partie de l'armée impériale faisant route vers la place de Soissons. Les nombreux bons de réquisitions de toutes natures conservés aux archives révèlent l'intensité des passages de troupes, mais également la charge financière qui pesait sur les habitants de l'Oise. La fourniture de rations complètes de fourrage pour les chevaux constituait une des activités principales des autorités administratives du département. Le 23 janvier 1814, le commissaire délégué précise que la distribution se fait au milieu d'une foule immense, où se mêlent des militaires français et polonais ainsi que 1200 prisonniers. Les communes bordant la rivière d'Oise voient également passer de nombreux convois de militaires blessés. Le 2 février au soir, plusieurs bateaux affluent devant la commune de Creil, qui se charge d'accueillir et de loger plus de 1000 soldats malades. Les communes proches comme Montataire, Nogent-sur-Oise ou encore Verneuil s'organisent pour y envoyer des vivres.

L'Oise devient ainsi rapidement un espace d'avant poste pour l'organisation du camp de Soissons. Cette nouvelle fonction implique de lourds prélèvements sur les habitants. A ce titre, le préfet se plaint au ministre de l'intérieur du poids des réquisitions du commissaire extraordinaire de la 2ème division militaire à l'égard de son département. Il précise qu'une garnison forte de 15 000 hommes au moins, dont la moitié appartient aux corps de cavalerie, loge dans les campagnes de l'Oise. Il évalue

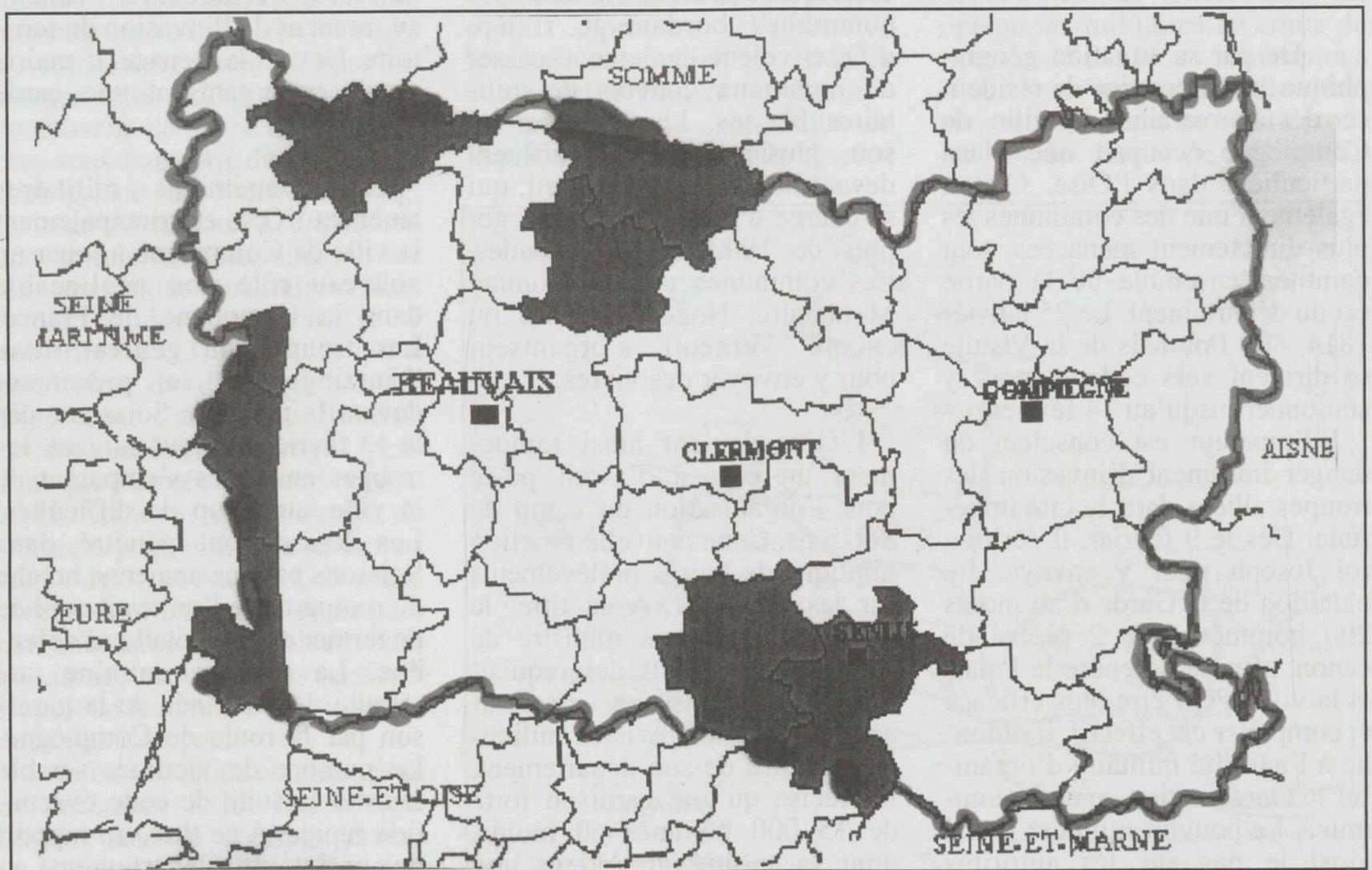
enfin les réquisitions à 9000 quintaux métriques de paille et autant de foin, ainsi qu'à 15 000 hectolitres d'avoine pour l'approvisionnement de la place de Soissons. Cette inquiétude de la préfecture reflète aussi les problèmes de ressources de certaines communes afin d'assurer la distribution des denrées nécessaires aux troupes.

A ces difficultés d'approvisionnement s'ajoutent des conditions matérielles précaires liées en partie à cette affluence excessive de troupes, envoyées parfois sans équipements. Cette situation difficile ne semble pas vraiment encourager un mauvais esprit public dans le département. Nous avons cependant connaissance que certains individus, en particulier des militaires, attirent l'attention des autorités locales. Ainsi, l'adjoint au maire de la commune de Tracy-le-Mont s'alarme des propos publics tenus par des gens manifestant leur désir de pillage, avec l'intention de servir d'éclaireurs à l'ennemi au moment de l'invasion du territoire. Devant la menace, la mairie réagit en organisant une garde urbaine.

Les événements militaires amènent l'Oise et principalement la ville de Compiègne à jouer un nouveau rôle non négligeable dans la Campagne de France. Les troupes du général russe Wintzingerode se présentent devant la place de Soissons, dès le 13 février. Le jour suivant, les troupes ennemies s'emparent de la ville sans trop de difficultés. Les Russes ont pénétré dans Soissons par une ancienne brèche du rempart que l'on avait oubliée de fermer et qui n'était pas défendue. La panique entraîne une retraite désordonnée de la garnison par la route de Compiègne. Le nombre de victimes semble lourd à la suite de cette évacuation rapide. A ce titre, un rapport du préfet du département au ministre de l'intérieur informe que "*les pertes sont principale-*



Principaux mouvements des troupes alliées dans l'Oise, entre le 26 février et le 30 mars 1814



Occupation du département de l'Oise par le 1er corps d'armée, au 26 avril 1814

ment tombées sur les 2 bataillons de l'Oise, qui placés sur les remparts, n'ont pu faire leur retraite que les derniers" (9). Les militaires ne cessent d'affluer dans la cité impériale. L'Oise active les réquisitions pour faire face à l'invasion. Le 15 février, un arrêté ordonne que toutes les communes du département dont la population n'excède pas 150 habitants doivent fournir un fusil de calibre ou à défaut un fusil de chasse, tandis que celles de plus de 900 habitants en donneront trois (10).

Les troupes rassemblées à Compiègne réunissent seulement le tiers des hommes de la garnison de Soissons (11). Plusieurs militaires appartenant au régiment des Gardes nationaux de l'Oise sont rentrés sans congé dans leurs communes. Le préfet charge aussitôt les maires d'intimer à ces hommes l'ordre de se rendre sans délai au dépôt de Compiègne. Au 20 février, les Gardes nationaux du département sont au nombre de 162 individus dont un seul officier (12). L'ordre est donné à ces régiments de partir de Compiègne pour se diriger vers Meaux, le 23 février. Il est précisé qu'une colonne de Gardes nationaux composée d'environ 1200 hommes quittera la cité impériale avec du pain pour 2 jours et fera étape dans le sud-est de l'Oise à Crépy pour y loger. Au moment du départ, un état de situation révèle que 1542 individus sont réunis, dont près de 20% appartiennent au régiment de l'Oise. La reconstitution des troupes est loin d'être aisée. Les conditions matérielles sont aussi difficiles. Ainsi, l'adjudant commandant Noizet peint un sombre tableau de la situation qui règne alors à Compiègne : *"L'équipement est mauvais. Les militaires sont presque nus et sans chaussures. Les bataillons ont besoin d'officier et de sergent pour les instruire. Les sergents et caporaux ne savent rien, ils n'ont aucunes connaissances"* (13).

3) Les réactions face à l'ennemi

Au départ des régiments des Gardes Nationales pour Meaux, des troupes alliées se trouvent aux portes du département. Le 26 février, une partie des corps de Bülow et de Winzingerode, appartenant à l'armée russo-prussienne de Blücher établit son camp dans la plaine de Sinceny, en face de Chauny, soit à moins d'une dizaine de kilomètres du nord-est de l'Oise (14).

A Compiègne, le récit du Garde national Pierre-Hubert Gond relate des "escarmouches" avec l'ennemi jusqu'au 15 mars (15). Le général Hullin trouve sur place le major Otenin, que le général Avice, commandant du département de l'Oise, lui désigne pour exercer, à titre provisoire, les fonctions de commandant d'armes (16).

Né en Lorraine en 1770, il s'était engagé comme volontaire en 1792. Chef de bataillon en 1811, Otenin a été grièvement blessé en Russie et il a obtenu le grade de major en second du 136ème Régiment d'infanterie de ligne, par un décret du 21 mars 1813. Le major est arrivé avec le dépôt de son régiment, le 28 janvier 1814, dans la cité impériale (17). La tâche de défendre la ville de Compiègne n'est pas aisée, d'autant plus que la population commence à être exaspérée par le poids de la guerre. Tandis que l'hiver s'installe péniblement, les réquisitions se multiplient, en particulier celles de chevaux et de bateaux pour le transport de convois militaires et de soldats blessés (18). Ces passages continus de troupes posent également des problèmes d'hygiène qui incommodent la population. Les décès d'un grand nombre de malades évacués de Soissons imposent une inhumation rapide et organisée. Cependant, des plaintes liées à la décomposition des corps affluent vers l'administration municipale (19). De même, Léré rapporte la saleté des

locaux du cloître Ste Corneille, liée selon lui à la présence momentanée de nombreux prisonniers espagnols (20). Enfin, l'attitude des troupes impériales semble avoir peu à peu irrité les habitants chargés de loger ces hommes. Les exactions commises par les contingents polonais auraient été les plus pénibles (21). Escuyer fait part également d'une distribution injuste des billets de logements militaires, au détriment des familles les plus modestes (22).

Les relations entre les autorités civiles et les militaires se modifient aussi. Henri Caullier note que la nomination du major Otenin porta sans doute ombrage à certains fonctionnaires, à commencer par le sous-préfet de l'arrondissement de Compiègne, François-Jacques Dalmas (23). Ce dernier disparaît très exactement au moment de la prise de commandement d'Otenin, alors qu'un journal manuscrit tenu par le secrétaire de la sous-préfecture dit ignorer les raisons de cet abandon. Nous pouvons émettre l'hypothèse que, par ce geste, Dalmas ait manifesté son mécontentement de ne pas avoir été rappelé en activité pour défendre une ville et une population qu'il connaissait, puisqu'il était devenu maire de Compiègne en 1805, puis sous-préfet de l'arrondissement en septembre 1811 (24). Surtout, sa formation lui assurait des compétences militaires propres à la situation : né dans l'Aisne en 1750, il avait été promu au grade de lieutenant-colonel de l'armée royale puis chevalier de Saint-Louis en 1786.

Enfin, dans son manuscrit, l'adjoint Léré note l'attitude très ambiguë de notables locaux, qui auraient entretenu des contacts avec l'ennemi. Cette remarque doit être mise en relation avec la correspondance du général Hullin, qui rapporte au ministre de la guerre que certains membres de la municipalité montrèrent peu de zèle dans leurs

fonctions, tout en diffusant des propos contre le gouvernement (25). L'équilibre des relations entre civils et militaires s'est ainsi trouvé rompu au profit de ces derniers.

Le décret impérial du 4 janvier 1814 créa également des troupes franches, ayant pour fonction de harceler les troupes ennemies. Tous citoyens, et surtout ceux qui avaient été militaires, étaient admis à lever des corps de partisans à pied et à cheval. Ils devaient se présenter à cet effet, au général commandant l'arrondissement de l'insurrection dont ils faisaient partie, pour lui soumettre leurs plans et leurs moyens, afin d'obtenir éventuellement des patentes de partisan.

Les archives sont discrètes sur cette levée de troupes franches dans l'Oise. Toutefois, elles ont bien existé dans le département. Merlin de Thionville organisa des troupes à cet effet. Les biographies diverses font brièvement écho de cet engagement. A la fin du mois de janvier 1814, le ministre de la guerre l'informa que l'Empereur l'autorisait à lever un corps de partisans dans les départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, Amiens devenant le centre de l'administration de cette troupe. A la fin février, sous les termes de "Légion de Partisans", la préfecture invita les habitants du département à rejoindre ces forces : *"Les braves qui voudront faire un service de peu de durée, aussi avantageux pour eux qu'utile à l'Etat s'adresseront chez M. le général commandant le département de la Somme, et à Beauvais à M. Chervin, capitaine de la légion, hôtel de l'Ecu"* (26).

Ces difficultés montrent que les corps francs de 1814 apparaissent davantage comme un palliatif à un système de défense en quasi décomposition. Enfin, apparut, sous la dénomination d'"Eclaireurs volontaires de Compiègne", un corps franc aux

faibles effectifs, comptant au maximum 20 personnes (27).

Dans l'ensemble, les habitants de l'Oise semblent s'être peu mobilisés face à l'arrivée de l'ennemi. Le nouvel appel de Napoléon à la levée en masse depuis Fismes, le 5 mars, ne trouva guère d'écho dans le département. Pourtant le préfet tenta en vain de provoquer un sursaut patriotique en s'adressant directement aux maires, le 8 mars 1814.

En raison des représentations de l'ennemi, la population se prépara finalement à protéger ses biens ou à prendre la fuite, plutôt que d'aller à la rencontre des troupes alliées. Dès le 2 mars, les receveurs de l'enregistrement et des hypothèques de Compiègne décident de quitter précipitamment la ville (28). Des éclaireurs volontaires sont envoyés en simple observation. Le sous-préfet provisoire de l'arrondissement de Compiègne Robinet invite les maires à organiser sur le champ une garde journalière, qui serait armée avec les fusils existant chez les particuliers (29). A Compiègne, les civils sont occupés à construire des barricades. Léré décrit ainsi comment le major Otenin interrompit la circulation sur le pont de l'Oise, d'abord avec de simples charrettes puis par du bois coupé à la hâte sur la route de Bellicard.

4) L'investissement, le siège et la chute de la ville

L'ennemi s'approchait de la cité impériale, car ne pouvant se résoudre à forcer les passages de l'Aisne à Soissons et Berry-en-Bac, Blücher décida de pousser un de ses corps sur la rive droite de l'Oise. Le général prussien Bülow vint occuper Noyon le 12 mars. Le même jour, un décret impérial ordonna de lever dans l'arrondissement de Compiègne 1000 Gardes nationaux de la levée en masse. Chargés de la défense du Château et du pont de

la ville, ces hommes devaient être incorporés dans les cadres des bataillons du 14^{ème} et 136^{ème} Régiments de ligne (30).

La situation devient critique en raison de l'insuffisance du nombre de défenseurs. Otenin fait part de ses inquiétudes au général Curély, lorsqu'il annonce le chiffre de seulement 27 recrues *"qui n'ont jamais tiré au fusil"* (31). Une colonne ennemie débouche dans la matinée du 15 mars sur la route de Clairoix. Au cours de l'après-midi, de nouvelles troupes alliées font leur apparition. Toutefois, aucun combat important n'est signalé lors de cette journée. En réalité, le général Bülow semble se contenter d'une démonstration d'avant-garde destinée à obtenir, sans résultat, la reddition immédiate de la garnison. De plus, à la nouvelle de la reprise de Reims, Blücher rappelle aussitôt les différents corps pour les concentrer entre Laon et Corbény. L'ordre de retraite parvient aux troupes de Bülow au moment où l'avant-garde arrive aux portes de Compiègne (32).

Dans l'arrondissement de Compiègne, la levée de 1000 hommes montre une certaine lenteur, que le préfet de l'Oise attribue à la présence de l'ennemi et au fait que les appelés craignent d'être envoyés hors de leur département après leur incorporation. Toutefois, la garnison de la ville se trouve renforcée le 21 mars par l'arrivée de 860 hommes issus de deux bataillons de la Garde nationale de la Loire-Inférieure, commandés par le chef de bataillon Baudry et le major Guillemain. Le *Moniteur Universel* témoigne de l'activité des *"éclaireurs volontaires de Compiègne"* (33). Ainsi, le 23 mars au matin, sous la direction de Beauvais fils, maître de poste, 15 hommes se seraient embusqués dans un bois et auraient tué 4 cavaliers prussiens se portant sur la ville. Un mouvement d'hommes issus de la levée en

FEUILLE DE ROUTE.		LIEUX DU PREMIER DÉPART et de la dernière destination.	NOMS ET GRADE DU MILITAIRE.	DÉSIGNATION de L'ARME.	NUMÉROS DES			NUMÉRO DU REGISTRE du Signataire du mandat.
NUMÉRO.	DATE.				Régiment.	Bataillon ou Escadron.	Compagnie.	
		de Metz à Versailles	Dépôt de Cuirassiers Commandé par M ^r Le Moignon.	Cuirassiers	3.	"	"	117

Le Maire de la commune de Compiègne est invité à faire délivrer au porteur du présent, pour la consommation du 24 Janvier 1814, sauf réduction dans l'effectif des chevaux, à l'époque de la distribution, la quantité de cent Rations de fourrages à 7 kil. 1/2 de foin, 8 litres 1/2 d'avoine.
Idem..... à 9 kil. de foin, 8 litres 1/2 d'avoine.
Idem..... à 9 kil. de foin, 9 litres 1/2 d'avoine.

FAIT à Compiègne le 24 Janvier 1814.

Le porteur du présent a déclaré ne pas savoir signer. Le Commissaire des guerres tirera une barre sur celle de ces deux déclarations qui ne devra pas servir.
La partie prenante a signé en notre présence. + Sous-préfet de Compiègne
Le Commissaire des guerres, Voir les annotations de l'autre part.

CHEVAUX DE		
Chasseurs ou Hussards.	autres Troupes.	Equipages, Train d'artillerie.
"	100	"

SITUATION au jour de la distribution... { L'effectif, lors de l'expédition du mandat, était de.....
A déduire d'après les mutations survenues depuis.....
RESTE.....

Vu bon à délivrer, d'après l'effectif des chevaux, la quantité de cent rations de fourrages à la composition désignée ci-dessus.
A Compiègne le 24 Janvier 1814
Le Maire de la commune,
Lemaire

Bon de réquisition de fourrage et d'avoine pour l'armée française, 24 janvier 1814
(Archives communales de Compiègne, 1814)

Quittance
de fourrage
délivrée
par l'autorité
prussienne
d'occupation
(16 avril 1814)
(Archives
départementales
de l'Oise, Rp 1748)

n° 690

Fourrage-Quittung.

= 9 tägliche 18. summarische Rationen à 3/4 Meßen Hafer, 3. M.
Heu und Bund, 4 M. Stroh sind mir für den 16^{ten} dieses Monats vom
Magazin zu Compiègne richtig verabreicht, worüber hiermit quittire.

Marsch-Quartier Compiègne den 16^{ten} April 1814.

Major des Westpreussischen Ulanen-Regiments.

10 Rationen

4 Scheffel 3/2 Meßen Hafer.
Centner 54. M. Heu.
Bund 72. M. Stroh.

Kubou Delivered
J. Dohm

masse et de la Garde nationale de Beauvais semble s'être opéré le 24 mars, pour rejoindre Saint-Just-en-Chaussée et le nord du département occupé par les alliés. Henry Houssaye indique également à travers ses notes, qu'une correspondance relate le rassemblement à Clermont-de-l'Oise de quelque 1500 à 2000 paysans destinés à marcher vers l'ennemi. Cependant, on a dû les renvoyer car, comme partout, on manque de munitions. De même, Léré témoigne de la mobilisation de beaucoup de gens des villages environnant Compiègne qui s'étaient rendus, armés de faux et de piques, vers Gournay-sur-Aronde. Un rapport du général Avice, commandant le département de l'Oise, déclare s'être emparé de la ville de Montdidier sans aucune perte humaine pour ses propres troupes.

La violence des combats se radicalisa dans les derniers jours du mois de mars 1814, Blücher ayant reçu l'ordre de s'emparer au plus tôt de Compiègne, afin d'assurer les lignes de communication des alliés. Le 29 mars, les Prussiens paraissent à proximité de la cité impériale. Les communes voisines de Margny et surtout de Venette subissent alors de lourdes pertes : en effet, près de 160 maisons sont brûlées dans ce dernier village, où au moins 30 personnes décèdent. (L'étude de l'état-civil de Venette révèle que parmi ces victimes se trouvaient 13 femmes et 4 enfants) (34). A Margny, 15 maisons auraient été détruites par l'ennemi (35).

Le 31 mars 1814, débute le siège de Compiègne. Bülow envisage de porter le gros de ses efforts sur la rive gauche de l'Oise. A cet effet, il détache notamment du camp de Soissons cinq bataillons d'infanterie confiés au général Von Krafft, que doivent soutenir sur la rive droite les cavaliers et l'artillerie de Von Geissmar en position sur les hauteurs de Margny, renforcés de troupes acheminées de Noyon

par le colonel Von Sydow. Cet ensemble des forces alliées peut s'évaluer à environ 8000 hommes, qu'appuient 28 pièces d'artillerie (36).

Les combats s'intensifient au cours de la journée du 1er avril entre les troupes alliées et les bataillons de Gardes nationaux de Loire-Inférieure et du 6ème régiment des voltigeurs de la Garde. Les habitants de la ville ne semblent pas participer directement à ces assauts. A la veille de l'affrontement, les résultats de la levée en masse de 1000 hommes de l'arrondissement s'étaient avérés décevants : les autorités n'ont pu rassembler que 150 à 200 individus, qui ont déserté immédiatement d'un commun accord après leur incorporation (37).

D'après le registre de l'état-civil de Compiègne, le nombre de décès a été particulièrement important de janvier à avril, puisqu'il s'élève à 407 victimes, soit environ 57% de l'année 1814 (38). Parmi elles, 79 personnes sont des militaires français et étrangers, mais peu semblent compiégnaises. Atteint d'une balle sur la terrasse du château, le major Otenin décède lui-même le 2 avril à l'âge de 44 ans (39).

Les dégâts matériels sont aussi importants. L'analyse de l'inventaire établi par le concierge du Palais de Compiègne permet de se rendre compte de l'intensité des combats (40). Ainsi, de nombreuses persiennes, croisées, volets et vitres du château ont été brisés, les combles percés à plusieurs endroits. De même, les dorures, les peintures d'ornement et la sculpture ont été fortement endommagées dans presque toutes les pièces. Enfin, les têtes de cheminées ont été atteintes par les boulets et les éclats d'obus. La bibliothèque de l'Empereur paraît avoir été particulièrement atteinte par les assauts alliés : à ce propos, Chateaubriand révèle dans ses *Mémoires d'outre-tombe* l'existence d'un "volume atteint

d'un des boulets lancés contre Bonaparte" (41).

En dépit de ces dégâts, les militaires continuent de résister au siège de la ville par les forces alliées, qui se retirent dans la soirée. Le général prussien Von Krafft souligne lui-même ces efforts : " ... l'ennemi qui combattait en grande majorité à couvert, gardait une contenance modèle, se battait très bravement et opposait la résistance la plus acharnée" (42).

De nouvelles tensions entre civils et militaires naissent à propos du sort de Compiègne. Convaincu d'engager des négociations, le maire De Lancry, réunit d'urgence les conseillers municipaux, notables et officiers, pour prendre une décision définitive. Cependant, le chef de bataillon Leconte refuse encore tout arrangement jusqu'au lendemain matin (43). Le 3 avril 1814, un parlementaire ennemi fait son apparition pour donner connaissance de la capitulation de Paris, le 31 mars. Dans la journée du 4 avril, ce dernier revient à Compiègne pour apporter l'accord du général Von Borstell sur les clauses de la capitulation (44). La municipalité décide aussitôt de rédiger une adresse d'adhésion au gouvernement provisoire, dans laquelle on s'est empressé d'ajouter, en marge de la délibération ces quelques mots soulignés : "Compiègne, le 4 avril 1814 à midi, la ville n'étant pas encore occupée par les troupes alliées" (45).

Compiègne n'est pas épargnée par l'occupation militaire des troupes alliées en avril-mai 1814. La question de la présence et des passages de troupes est au cœur des préoccupations des autorités de la ville.

Au 12 avril 1814, plus de 8 000 Prussiens traversent le département en passant par Compiègne. Les pillages se multiplient et suscitent de nouvelles craintes auprès de la population. Du 10 au

12 mai, près de 21 000 soldats et 500 officiers russes, accompagnés de 6000 chevaux, séjournent dans l'arrondissement. L'effort de guerre et l'occupation ont eu un coût économique qui devait peser fortement sur la cité et son environnement. A ce titre, le bilan dressé par la Municipalité au 10 décembre 1814 montre un lourd déficit financier pour toute l'année.

Pour autant, l'occupation militaire des vainqueurs ne constitua pas une rupture radicale avec le passé. La municipalité et les autorités restèrent en effet en place et assurèrent une certaine continuité de la vie politique locale : dès le 9 avril, l'ancien sous-préfet de l'arrondissement de Compiègne, Dalmas, demanda à retrouver aussi vite que possible ses fonctions, tandis que le receveur de l'enregistrement de la ville reprenait son travail.

De même, la ville devait retrouver rapidement sa traditionnelle fonction d'accueil et de résidence princière, avec l'entrée solennelle de Louis XVIII à Compiègne le 20 avril, suivi le 1er mai de celle de l'Empereur de Russie et des maréchaux d'Empire.

L'invasion de 1814 représenta un bouleversement des rapports sociaux. Elle fut à l'origine d'une redéfinition des liens entre civils et militaires. Les exigences de l'effort de guerre semblent avoir contribué à accélérer le processus de militarisation de la société. Cependant, le résultat resta limité, en raison des diverses tensions et des résistances de la population civile à l'égard de l'autorité militaire. Cela se traduisit par l'échec relatif de la mobilisation devant l'entrée des troupes alliées dans l'Oise. Seule une poignée d'hommes, faiblement équipés et formés, se trouvèrent au contact de l'ennemi. Et c'est même dans une certaine indifférence populaire que les autorités locales se rallièrent sans retard à la Restauration.

Les événements dramatiques survenus à Compiègne en 1814 nous paraissent donc bien illustrer la crise politique et morale qui accompagna la défaite militaire de Napoléon et la chute du Premier Empire.

NOTES :

(1) Parmi ces publications, soulignons plus particulièrement l'article de Charles Ansart, «Aspects de l'occupation ennemie en 1814 et 1815 dans le département de l'Oise», dans les *Actes du 81ème Congrès national des sociétés savantes*, Rouen-Caen, 1956, Paris, p. 535-546. Rédigé par le président de la Société Archéologique et Historique de Clermont-en-Beauvaisis, il traite essentiellement d'événements survenus aux environs de Clermont. On peut y ajouter le travail de Henri Caullier, «Le Major OTENIN à Compiègne et la Campagne de France. 1814», *Bulletin de la Société Historique de Compiègne*, T. 25, 1960, p. 142-180.

(2) François Callais, «Célébrations et patriotisme à Compiègne (1870-1914)», *Mémoires de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et d'Ile-de-France*, T. 49, 1998, Paris, p. 311 - 332.

(3) Voir Annexe n° 1.

(4) Caillette de l'Hervillers, *Le Major Otenin et Compiègne en 1814*, Paris, 1866, 128 p.

(5) Henri Houssaye, 1814, p. 268.

(6) P. Robin (textes présentés par), 1814, la guerre racontée par les témoins, Bernard Giovanangeli Editeur, 2004, 251 p.

(7) Gaspard Escuyer, «Campagne en 1814», dans *Carnet de la Sabretache*, 1898, p. 571-576, p. 633-689, p. 820-850.

(8) Voir Annexe n° 2.

(9) A.N., F 7 7020, Lettre du préfet de l'Oise au ministre de l'intérieur du 19 février 1814.

(10) A.D. Oise, Rp 1707, Arrêté du 15 février 1814 concernant l'armement de la Garde nationale.

(11) A.S.H.D., M 707, Analyse du camp de Soissons.

(12) A.S.H.D., C2 564, Etat des Gardes nationaux du camp de Soissons réunis à Compiègne, le 20 février 1814.

(13) A.S.H.D., C2 564, *Idem*.

(14) Voir Annexe n° 3.

(15) Colonel Grimbert, «Le major Otenin», dans la *Revue Signaux*, n° 32, article V, 1990.

(16) H. Caullier, «Le Major Otenin à Compiègne et la Campagne de France. 1814», article cité, p. 147.

(17) *Idem*, p. 148.

(18) A.D. Oise, Rp 1747, Bons de réquisitions. Les manuscrits de Léré et Escuyer rapportent aussi ces faits.

(19) A.D. Oise, Rp 1746, Sépultures. Dépenses urgentes.

(20) Antoine Léré, *Aspect Militaire de la Ville de Compiègne depuis le 21 janvier 1814 où le dépôt des troupes commença d'arriver jusqu'au 31 du même mois*. Mss B.M. de Compiègne, sans date.

(21) *Idem*.

(22) Gaspard Escuyer, *Histoire de Compiègne et des environs*, T. 7, p. 128. Mss B.M. Compiègne, sans date.

(23) H. Caullier, article cité, p. 149.

(24) A.D. Oise, Mp 10, Dossier du sous-préfet de l'arrondissement de Compiègne, François-jacques Dalmas.

(25) H. Caullier, article cité, p. 150.

(26) A.D. Oise, 12 Kp 5/1, *Mémorial administratif de l'Oise*, n° 574.

(27) A.S.H.D., Instruction pour la levée en masse et corps francs du ministre de la guerre, 5 janvier 1814.